



MICROFICHE N°

04464

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

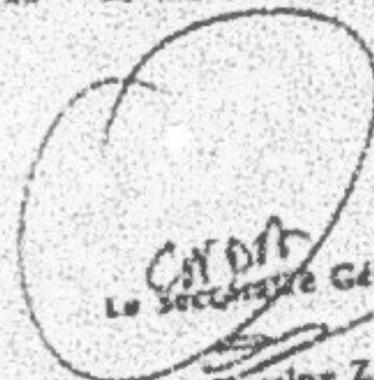
الجمهورية التونسية  
وزارة الزراعة

المركز القومي  
للمعلومات الزراعية  
تونس

F I

CND A 4467

# OFFICE NATIONAL DE L'HUILE



Signé : Hassan ZAYSI

## SITUATION DU SECTEUR OLEICOLE PROPOSITIONS POUR SON DEVELOPPEMENT

Janvier 1986

# OFFICE NATIONAL DE L'HUILE

SITUATION DU SECTEUR OLEICOLE  
PROPOSITIONS POUR SON DEVELOPPEMENT

Janvier 1950

SITUATION DU SECTEUR OLIVIER  
ET PROPOSITIONS POUR SON DEVELOPPEMENT

L'oléiculture tunisienne occupe une place prépondérante dans la vie économique et sociale du pays et constitue l'une de nombreuses portes ouvertes le principal facteur d'équilibre.

La section oléicole se trouve cependant confrontée aujourd'hui à des difficultés de tout ordre qui résultent de conjonctures non prévues et des solutions urgentes et réfléchies ne sont pas envisagées dans les meilleurs délais.

L'oléicole tunisienne en Tunisie, comme partout dans le bassin méditerranéen a la particularité de s'effectuer, et essentiellement par l'utilisation d'une main-d'œuvre abondante et une rentabilité limitée.

En effet, l'oléicole tunisienne compte environ 55 millions d'oliviers dont 40 millions environ sont considérés comme effectivement productifs. Cet effectif occupe une superficie de l'ordre de 1.600.000 hectares, soit à peu près le tiers des superficies labourables ; toutes les cultures occupent des surfaces plus importantes.

90.000 exploitations, soit 25 % du total des exploitations agricoles (226.000), ont l'oléiculture comme activité principale. 200.000 producteurs tiennent tout ou partie de leur revenu de l'oléiculture.

Par ailleurs, le pays compte plus d'un million d'arbories, 12 unités de raffinage, 10 unités d'extraction d'huile de poisson, 12 savonneries et 13 unités de conditionnement. (cf. Annexe II).

Ainsi, l'oléicole fait vivre directement ou indirectement un million de personnes et procure environ 30 milliards de dinars de travail par an.

L'huile d'olive intervient en effet pour 10 % dans le total des exportations agricoles et procure au pays l'équivalent de 20 milliards de dinars en devises.

### 3 - SITUATION ACTUELLE DU SECTEUR

#### A / Au niveau de la production

##### 1) Huile d'Olive

L'analyse de la situation du secteur au terme du VI<sup>e</sup>ème Plan fait ressortir une regression de l'ordre de 10 % de la production d'huile par rapport à celle du V<sup>e</sup>ème Plan et de 17 % par rapport à la moyenne de la decennie écoulée (1971 / 1980).

Cette diminution ne peut être attribuée aux seuls faits des éléments climatiques et au phénomène d'alternance, caractéristique de cette espèce arboricole.

En effet, à l'exception de certaines actions telles que la protection phytosanitaire de l'olivier, aucune action d'urgence n'est entreprise jusqu'à ce jour pour améliorer la situation du secteur.

Ainsi, si les conditions climatiques influent inévitablement sur le niveau de la production et sont l'origine de variations constatées d'une année à l'autre (55.000 T d'huile en 1982/1983, contre 155.000 en 1983/1984), il n'en demeure pas moins que certaines contraintes d'ordre techniques, bien identifiées, constituent le principal obstacle à toute amélioration de la production actuelle.

Ces contraintes sont les suivantes :

- Un mauvais entretien des plantations ;
- L'envahissement par le chiendent d'importantes superficies notamment dans les nouvelles zones oléicoles du Centre et du Sud (500.000 ha) et sa réapparition dans les zones traditionnellement oléicoles ;
- Le mauvais choix des sols pour de nombreuses plantations réalisées durant les 20 dernières années ainsi que les conditions dans lesquelles elles ont été placées ;
- Un vieillissement accru des plantations dans les anciennes régions oléicoles (13 % de l'effectif total) ;
- Un fort développement des parasites ;
- Un usage abusif de nombreuses olivettes ;
- Le morcellement et le parcellement de la propriété oléicole notamment dans le Sahel ;
- Un absentéisme fréquent des propriétaires.

### 2) Olives de table

En matière d'olives de table, le rendement et la productivité sont faibles, la situation étant caractérisée par une hétérogénéité et un empilement des plantations qui rendent vains tous les efforts.

A cet égard, il y a lieu de souligner les mauvaises conditions dans lesquelles sont installées la majorité des plantations d'olives de table. A titre d'exemple la plupart des olivettes récentes dans le cadre du Programme de Développement Rural (Ségo, Fatick, Sédhiou, Kaolack) et qui représentent l'essentiel des plantations dans ce domaine, sont situées en zones marginales pour une culture plus exigeante que l'olivier à huile.

La production actuelle moyenne est de l'ordre de 10.000 T d'olives soit 2 % de la production mondiale moyenne.

Cette production comparée à celle d'autres pays est la suivante :

Pays	Production moyenne 1.000 T
E.E.C.	335,4
Israël & Espagne	165,0
Turquie	122,2
Maroc	46,7
Syrie	32,0
Tunisie	19,0
Algérie	6,7

La production moyenne tunisienne en olives de table est insignifiante au regard des possibilités du marché local et extérieur, en effet, une partie non négligeable de la consommation intérieure en cette denrée est prélevée sur les olives à huile.

Sur le marché extérieur, plus de 200.000 T d'olives de table font l'objet d'une transaction internationale. Sur ce total la Tunisie n'a guère placé plus de 1.000 T soit 0,5 % seulement. L'olive de table tunisienne étant très bonne et très appréciée, le facteur limitant reste la disponibilité du produit, sa diversification et sa présentation.

## 1) Au niveau de la transformation

Au niveau de la transformation, la situation n'est guère meilleure.

### 1) Transformation des olives

En effet, si le potentiel de transformation en place permet de faire face aux productions moyennes d'olives, l'analyse de la situation actuelle de l'ensemble des huileries fait ressortir les conclusions suivantes :

- Une prédominance du système classique, périmé et peu rentable, qui représente 60 % environ de la capacité globale de traitement alors que la part des systèmes plus performants tels que les super-presses et les chaînes continues n'est que 12 % et 6 % respectivement.

- Un déséquilibre dans la répartition du potentiel, déséquilibré entre les régions, les gouvernorats et au sein de même gouvernorat. En effet, le Sahel et Sfax englobent 60 % environ de la capacité nationale, le gouvernorat de Sfax représentant à lui seul près de 30 %.

- Une concentration des huileries en zones urbaines, au sein des zones de production ; c'est le cas de toutes les unités des régions côtières.

A cette situation, il conviendrait d'ajouter l'absence de personnel qualifié de main en main passé vers les activités minières.

Il est, ainsi, à :

- \* Un transfert important d'olives vers les régions montagneuses ;
- \* Une dégradation continue de la population des huiles de qualité ;
- \* Des pertes importantes dans les gains d'olives (jusqu'à 12 % dans le cas de Sfax), le risque à payer serait de l'ordre de 2 millions de Dinars.

### 2) Raffinage

En matière de raffinage, le potentiel des 13 unités existantes permet théoriquement de répondre aux besoins du pays.

Cependant, il y a lieu de signaler la difficulté de ces unités tant par la taille que par les procédés utilisés. En effet, à l'exclusion de deux suffisantes, l'une à Tunis, l'autre à Sfax dotées du système continu, le reste, soit 6 unités fonctionnent en semi-continu et 5 en système classique.

## B.1. Au niveau de la trituration

Au niveau de la trituration, la situation n'est guère meilleure.

### 1) Trituration des olives

En effet, si le potentiel de trituration en place permet de faire face aux productions moyennes d'olives, l'analyse de la répartition actuelle de l'ensemble des huileries fait ressortir les conclusions suivantes :

- Une prédominance du système classique, périmé et non évolutif, qui représente 62 % environ de la capacité globale de trituration alors que la part des systèmes plus performants tels que les super-presses et les chaînes continues n'est que 12 % et 6 % respectivement.

- Un déséquilibre dans la répartition du potentiel, déséquilibre entre les régions, les gouvernorats et au sein du même gouvernorat. En effet, le Sahel et Sfax englobent 66 % environ de la capacité nationale, le gouvernorat de Sfax représente à lui seul près de 18 %.

- Une concentration des huileries en zones urbaines, souvent loin des zones de production : c'est le cas de toutes les unités des régions côtières.

A cette situation, il convient d'ajouter l'absence de personnel qualifié de main en main prêté vers les activités saisonnières.

Aussi, assiste-t-on à :

- \* Un transfert important d'olives vers les régions mal équipées ;
- \* Une dégradation continue de la proportion des huiles de qualité ;
- \* Des pertes importantes dans les gisements d'olives (jusqu'à 12 % dans le vieux Sahel). Le manque à gagner total de l'ordre de 3 milliards de Dinars.

### 2) Raffinage

En matière de raffinage, le potentiel des 11 unités existantes permet théoriquement de répondre aux besoins du pays.

Cependant, il y a lieu de signaler la disparité de ces unités tant par la taille que par les procédés utilisés. En effet, à l'inclusion de deux raffineries, l'une à Tunia, l'autre à Sfax dotées du système continu, le reste, soit 9 unités fonctionnent en semi-continu et 5 en système classique.

En ce qui concerne le raffinage en continu ne représente que 27 % de la capacité totale installée (1940-1970) (cf. Annexe 2).

Ceci se traduit par la fermeture d'usines raffinées ne répondant souvent pas aux normes requises et d'un côté d'autre.

### ii) Extraction d'huile de grignon

En ce qui concerne l'extraction d'huile de grignon, on peut dire que ce secteur est en position, puisque de 22 unités en 1977/1978, il subsiste actuellement à peine une dizaine d'unités (cf. Annexe 2). De ce fait deux usines d'importantes quantités de grignons ne sont plus traitées et plusieurs milliers de tonnes d'huiles qui peuvent être soit exportées soit consommées sur le marché national en substitution des huiles de soja, sont perdues.

L'abandon de cette activité s'explique par la non rentabilité due notamment à des transports coûteux en raison de l'éparpillement des huilleries et surtout de l'implantation des unités d'extraction d'huile de grignon loin des zones de production.

### iii) Savonnerie

A l'exclusion de certaines unités modernes, ce secteur reste, cependant archaïque et donne lieu à une production de savon de mauvaise qualité. En effet, la pays ne compte, à côté de plusieurs unités artisanales, que de 12 unités industrielles dont 7 sont considérées comme modernes (cf. Annexe 3). Même les modernes ne peuvent fabriquer du savon qu'à partir d'oléines d'olives ou autres, une seule veut en essayer d'utiliser les graines minérales.

Ceci étant, il résulte de la situation générale du secteur, qui semble en grande partie, la conséquence du manque d'effort de la part des producteurs et des utilisateurs de l'insuffisance de programmes ministériels d'encouragement, de la multiplicité des intervenants et du manque de coordination entre eux, une baisse tant en quantité qu'en qualité de l'huile produite.

A ce propos, il y a lieu de mettre l'accent sur le déficit actuel en matière d'huile végétale (huile d'olive + huile de graines) de l'ordre de 40.000 T minimum par rapport à une consommation nationale estimée à 140.000 T.

Compte tenu de l'insuffisance démographique, la consommation d'huile végétale atteint de 200.000 T en 1980 ce qui engendrerait un déficit de 100.000 T. Ce déficit se comble grâce au pouvoir d'achat à l'exportation dans le secteur et de la production d'huile d'olive de montagne à son niveau actuel.

Il en est de même pour l'huile de qualité dont la production ne cesse de regagner atteignant 25 % seulement de la collecte totale d'huile d'olive au cours de la campagne 1984/1985.

Le tableau ci-dessous, montre la régression de la proportion des huiles de qualité pour les 5 dernières campagnes :

Campagne	Pourcentage des huiles de qualité collectées
1980/1981	68,32
1981/1982	43,23
1982/1983	35,01
1983/1984	30,00
1984/1985	25,00

27 - PROPOSITIONS POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR

- Objectif de production d'huile d'olive -

Pour l'huile d'olive : L'objectif de production que l'on peut se fixer à l'horizon 2000 compte tenu de la situation actuelle est de 160.000 T par an en supposant un qui ramènerait un accroissement annuel global de 1,2 %. Cet objectif serait atteint par l'entrée en pleine production des jeunes plantations et notamment par les efforts d'entretien en arrosage et en travail sans labour la production continuerait à regagner.

- Objectif de production d'olives de table -

Pour les olives de table : l'objectif fixé à l'horizon 2000 est de 20.000 T environ. Les efforts doivent surtout porter sur la création de nouvelles plantations de type intensif.

Cette production serait de l'ordre de satisfaire la demande intérieure soit 20.000 T environ, le surplus sera exporté.

## A / Opération de promotion

La réalisation de ces objectifs suppose la conduite d'opérations techniques de promotion d'envergure, des mesures d'encouragement aux producteurs et utilisateurs ainsi qu'une meilleure organisation des interventions (problèmes de structures).

### 1) Au niveau de la production d'huile d'olive

#### a) Entretien des plantations :

L'exploitation des plantations demeure encore très extensive notamment dans le Nord et le Centre où les travaux du sol sont insuffisants, la fertilisation inexistante et la taille irrégulière.

De notables augmentations de production, dans certains cas doublent et même plus, peuvent être obtenues par la seule application des acquis existants.

A cette fin des programmes d'action doivent être mis en oeuvre :

- Des campagnes intensives de formation et de vulgarisation :

Il s'agit d'instaurer une formation continue à tous les niveaux : producteurs, main-d'œuvre spécialisée et techniciens chargés de l'encadrement des agriculteurs dans leur région.

La vulgarisation consiste en l'organisation de journées d'information sur des parcelles de démonstration installées à cet effet, ainsi que la diffusion des informations techniques par les moyens usuels (brochures de vulgarisation, mass-média, etc ...).

- La mise à la disposition des exploitants de moyens de travail et des intérêts leur faisant défaut exigent des crédits de campagne. Ces prêts permettraient aux agriculteurs de réaliser les travaux du sol, la taille, la fertilisation et tout autre opération d'entretien.

Cette aide pourrait être accordée soit dans le cadre du F.O.S.I.A., ou d'un fonds spécial pour l'oléiculture qui serait créé à cet effet.

Ainsi, il est proposé qu'une action visant au renforcement de l'entretien des plantations sur 100.000 ha/or soit mise en oeuvre dès que possible.

Sur la base d'un crédit de campagne de 60 Dinars par ha, l'enveloppe annuelle serait de 6 millions de Dinars.

b) Destruction du chianlent :

Sur 500.000 hectares infestés par le chianlent, il est proposé de mener annuellement une opération de destruction de cette mauvaise herbe sur 15.000 hectares annuellement et ceci uniquement sur bons sols. Cette opération intéresserait en priorité les régions du Centre et du Sud du pays, tels que les gouvernorats de Média, Sidi-Bengui, Assiout, Hedouira, Kaouss, etc. ...

Le coût de cette opération est estimé à 2,7 millions de Dinars par an sur la base de 180 Dinars par hectare.

Les charges à l'hectare pourraient être réduites par l'usage des désherbants chimiques, encore à l'étude.

L'augmentation de production qui en résulterait est de 100 kg d'olives par hectare soit près de 60 kg d'huile. Ainsi la présence du chianlent sur les olivettes serait responsable d'un manque à gagner de l'ordre de 10.000 T d'huile par an soit l'équivalent de 30 millions de Dinars.

c) Reconstitution des vieilles olivettes :

La reconstitution des vieilles olivettes se ferait selon la cas, soit par arrachage et replantation, soit par régénération à la place.

Actuellement on compte près de 7 millions de vieux oliviers qui couvrent de l'ordre de 175.000 hectares soit 11 % de l'Olivier.

Leur répartition par grandes régions est la suivante :

- Nord - Est	= 20 %
- Nord - Ouest	= 10 %
- Centre Littoral	= 60 %
- Sfax	= 10 %
- Centre	= 10 %
- Sud	= 10 %

Si l'on admet que la production d'un arbre commence à fléchir à partir de l'âge de 70 ans, le chiffre augmente de 500.000 arbres environ. En l'an 2000 près de 30 % des oliviers qui existent aujourd'hui seront vieux : c'est donc l'importance que revêt la régénération ou le renouvellement de ces plantations, car il est évident que pour les oliviers récents ne se trouvent pas dans une situation où leur régénération ou leur reconstitution est économiquement valable.

Dans ces conditions on admettant que 50 % des vieux oliviers sont à remplacer, l'intervention devrait porter sur pas moins de 300.000 arbres correspondant soit près de 12.500 hectares.

La reconstitution des olivettes doit nécessairement tenir compte de deux impératifs majeurs pour l'avenir de l'oléiculture à savoir l'intensification des plantations et les exigences de la cueillette mécanique.

L'intensification suppose :

- Une meilleure installation des oliviers : espacement, formes de fond adéquates ;
- Une densité plus élevée à l'hectare ;
- Une meilleure conduite des cultures : excréments du sol, fertilisation, taille adéquate, traitements phytosanitaires ...

Dans le cas de la cueillette mécanique, elle suppose que les verges d'oliviers soient conduits sur un tronc unique, droit, haut d'environ 2 mètres et que les branches aient un petit volume. Les variétés à développer devront par ailleurs répondre aux exigences de la mécanisation à savoir de grosses olives ayant une maturité assez uniforme. Les documents cueillette mécanique en annexe 61.

La reconstitution des vieilles olivettes selon les modalités précitées se fera à raison de 50 % pour chaque technique pédonnaire soit 6.250 ha en plantation et autant en greffage et repiquettes.

Le coût de cette opération est estimé à 1 milliard de Dinars pour la repiquettes et à près de 2,4 milliards de Dinars pour la plantation, soit 6,5 milliards de Dinars environ.

Le projet sera soumis aux gouvernements de Tunisie, Maroc, Algérie, Espagne, France et Italie.

Un tel programme n'est pas techniquement réalisable mais il nécessite un financement adéquat.

#### 4) Reconversion des oliviers :

Cette opération ne doit être prioritaire que pour les plantations où l'oléagineux ne peut être vendable ; mais est-il important de maintenir plus longtemps les verges d'oliviers situés sur bons sols.

Aussi, il est supposé que l'oléagineux cède sa place sous les palmiers, oranges et d'autres opérations type méditerranéennes, parcs, etc...

et lutte contre les parasites :

Buget des moyens importants mis en oeuvre par l'Office National de l'Arbre dans ce domaine pour lequel une enveloppe de 2 millions de Dinars est consacrée annuellement, les efforts devraient être orientés à l'avenir vers la recherche des méthodes aussi efficaces et moins onéreuses que le traitement chimique telle que la lutte biologique et intégrée (biologique et chimique).

La lutte biologique repose sur l'utilisation de la faune utile (producteurs de parasites) pour réduire les foyers qui infestent périodiquement l'olivier tunisien. La méthode habituellement employée consiste en la multiplication des producteurs en laboratoire puis en des lâchers de ce producteur dans la nature au moment opportun afin qu'il s'attaque au parasite nuisible.

Quant à la lutte intégrée, elle consiste en l'intégration de tous les moyens d'intervention contre les différents ravageurs dans un programme général de protection visant le maintien des populations de parasites à un niveau acceptable sans engendrer des pertes pour le producteur tout en préservant l'équilibre naturel.

Elle est basée sur les principes suivants :

- Eradication des plantations ;
- Utilisation des produits microbiologiques ou spécifiques et peu toxiques permettant la préservation de la faune auxiliaire ;
- Amélioration des techniques et modes de traitement (réduction de la dose, utilisation d'attractif, traitement localisé...);
- Détermination précise des périodes les plus opportunes pour les interventions ;
- Utilisation de la lutte biologique dans la mesure du possible.

Ces deux méthodes visent la rationalisation des traitements et la préservation de la faune utile qui a été considérablement réduite par les interventions chimiques généralisées et répétées.

En attendant, il faut prêter attention au renforcement de l'équipement des producteurs en matériel de traitement terrestre (pulvérisateurs).

Par ailleurs, il y a lieu de doter les Sociétés spécialisées (SONAS et SAMPAS) ainsi que les Agro-Combinais d'atomiseurs. Cet appareil de traitement constitue essayé durant les dernières campagnes a donné des résultats concluants. Son avantage est d'économiser du produit et notamment de l'eau qui constitue la principale contrainte du traitement des parasites de l'olivier dans les régions du Centre et du Sud.

de lutte contre les parasites :

Augmenter les moyens importants mis en œuvre par l'Office National de l'Arbre dans ce domaine pour lequel une enveloppe de 2 millions de Dinars est consacrée annuellement, les efforts devraient être orientés à l'avance vers la recherche des solutions aussi efficaces et moins coûteuses que le traitement chimique telle que la lutte biologique et intégrée (biologique et chimique).

La lutte biologique repose sur l'utilisation de la faune utile (prédateurs ou parasites) pour réduire les fléaux qui infestent périodiquement l'olivier tunisien. Le procédé habituellement employé consiste en la multiplication de prédateurs en laboratoire puis en des lâchers de ce prédateur dans la nature au moment opportun afin qu'il s'attaque au parasite nuisible.

Quant à la lutte intégrée, elle consiste en l'intégration de tous les moyens d'intervention contre les différents ravageurs dans un programme général de protection visant le maintien des populations de parasites à un niveau acceptable sans engendrer des pertes pour le producteur tout en préservant l'équilibre naturel.

Celle est basée sur les principes suivants :

- Eradication des plantations ;
- Utilisation des produits microbiologiques ou spécifiques et peu toxiques permettant la préservation de la faune auxiliaire ;
- Amélioration des techniques et modes de traitement (réduction de la dose, utilisation d'attractif, traitement localisé...)
- Détermination précise des périodes les plus opportunes pour les interventions ;
- Utilisation de la lutte biologique dans la mesure du possible.

Ces deux méthodes visent la rationalisation des traitements et la préservation de la faune utile qui a été considérablement réduite par les interventions chimiques généralisées et répétées.

En attendant, il faut penser au renforcement de l'équipement des producteurs en matériel de traitement terrestre (pulvérisateurs).

Par ailleurs, il y a lieu de doter les Sociétés spécialisées (SONA et SOMPRA) ainsi que les Agro-Combinais d'oliveurs. Cet appareil de traitement terrestre essayé durant les dernières campagnes a donné des résultats concluants. Son avantage est d'économiser du produit et notamment de l'eau qui constitue la principale contrainte du traitement des parasites de l'olivier dans les régions du Centre et du Sud.

ainsi, il est envisagé la rétrocession aux oléiculteurs de 100 milliards par un montant une subvention de 15 %, soit une enveloppe de 40.000 Dinars environ, sur la base de 2.500 Dinars par appareil.

De plus, une subvention d'un taux égal (15 %) sera accordée pour l'équipement des Sociétés Nationales spécialisées et des Agro-Combinais en atomiseurs.

A raison de 20 atomiseurs par ha et de 4.000 Dinars par appareil, la subvention nouvelle s'élèverait à 12.000 Dinars.

### 2) Au niveau de la production d'olives de table

Malgré les efforts déployés durant les 5 dernières années dans ce domaine, l'analyse de la situation actuelle fait apparaître l'insuffisance des superficies plantées en oliviers de table et les mauvaises conditions dans lesquelles ces plantations se trouvent installées, justifiant par la même la mise en oeuvre d'un programme plus important qui tienne compte de l'évolution de la demande intérieure et des possibilités d'exportation.

A cet effet, il est proposé un projet de développement des olives de table portant sur 7.000 Hectares en intensif d'ici 10 ans, soit près de 700 hectares annuellement.

Les plantations doivent être réalisées à l'instar de celles installées actuellement par l'Office National de l'Huile dans le cadre de son programme annuel qui reste cependant modeste, à savoir :

- Un choix judicieux des parcelles ;
- Un défoncement sur 80 cm de profondeur ;
- Une fertilisation de fond adéquate ;
- Un matériel végétal de qualité (bouture herbacée) ;
- Un bon choix des cultivars (à préférence variété à double fruit) ;
- Un mélange de variétés pour favoriser la pollinisation ;
- Une bonne conduite des cultures : surtout en matière d'irrigation (1.000 m<sup>3</sup> / ha au moins et plus de la pluviométrie).

Outre, le caractère intensif, ces plantations doivent par ailleurs tenir compte des impératifs de mécanisation de la cueillette décrits précédemment.

Ces plantations permettraient d'obtenir en vitesse de croisière une production de 15.000 tonnes par an en plus des 15.000 tonnes qui seraient assurées par les plantations existantes.

Sur la base de 1.200 Dinars par hectare (coût actuel) l'installation de 7.000 hectares nécessiterait à 20 millions de Dinars dont 10 % autofinancés et 10 % de subvention de 60 % de prêt.

Les régions indiquées sont : Yafa, les gouvernorats du Nord (Tripoli, Zaghazig, Béja, Jendouba, Siliana), ceux de l'intérieur, Saida (Kouf), Jajaa, Sousse, Gafsa.

En parallèle, il devient impératif d'accroître la production de plants de qualité par l'extension et le réaménagement de Centres de Multiplication de l'Olivier de Béjaoui (S.H.B. 1) qui jusqu'ici a joué un rôle de premier plan dans la réussite des objectifs fixés dans ce domaine.

Tout alléant, dans le cadre de la restauration des vieilles oliveraies par replantation, qui nécessiterait de l'ordre de 200.000 plants d'oliviers à huile, la création d'un nouveau Centre de Multiplication de l'Olivier s'impose.

Les investissements s'élèveraient à près de 600.000 Dinars pour la nouvelle création et 150.000 pour la rénovation du Centre existant.

En outre, il est recommandé la création d'un parc national pour l'olivier en vue de conserver le patrimoine national et d'approvisionner les multiplicateurs en matériel végétal authentique dont le coût serait de l'ordre de 150.000 Dinars.

### II Au niveau des entreprises agricoles

#### a) Les huileries :

Compte tenu des projections de productions fixées à 150.000 tonnes en matière d'huile, une capacité additionnelle de traitement de 200.000 tonnes d'olive devrait être créée d'ici à l'an 2000.

Cet accroissement se ferait soit par la modernisation et l'extension d'unités existantes soit par la création d'unités nouvelles qui sont en phase avec les réalités.

Le coût de cette opération s'élèverait à 20 milliards de Dinars.

Pour ce faire, les avantages d'exonération des droits et taxes, accordés à ce secteur pour une durée de 5 ans à compter de 1985 devraient être prorogés au-delà de 1989 selon les axes politiques établis par la Commission Nationale d'Investissement.

#### b) Extraction de l'huile de grignon :

Compte tenu des projections de production et sur la base d'une capacité actuelle voisine de 150.000 tonnes de grignons, les objectifs doivent porter sur la création d'une capacité additionnelle de l'ordre de 150.000 tonnes. Cet accroissement se ferait ainsi bien par la création d'unités nouvelles que par l'extension de celles existantes.

Les investissements s'élevaient à 10 millions de Dinars.

Il (XV) envisageait d'installer dès que possible 14 Unités de Capacité de 1000 tonnes et à mesure de l'évolution de la production.

Les nouvelles unités devaient être de préférence intégrées aux raffineries et exploitées en jumeaux de production de gaz pour servir le but de réduire les équipements anciens et de garantir ainsi leur rentabilité.

#### c) Raffinage :

On estimait qu'à l'horizon 2000 la production d'huile d'olive serait de 100,000 tonnes en moyenne dont 50,000 tonnes exportables et sur la base d'une consommation intérieure de 200,000 tonnes environ, la part des huiles de graines à raffiner serait de 100,000 tonnes environ.

Les actions à entreprendre dans ce domaine devaient concerner la rationalisation de ce secteur pour ce qui concerne les 13 unités existantes, que 3 ou 4 unit. une par grande région (Algérie, Tunisie, Soudan, Mali).

Les unités à créer devaient être modernes et performantes et fonctionner des huiles raffinées, de bonne qualité et d'un coût réduit.

L'enveloppe à consacrer à cette opération est évaluée à 5 millions de Dinars.

#### d) Semences :

Les efforts à consentir dans ce domaine doivent concourir à la promotion de la fabrication de semences par la création de 2 ou 3 entreprises modernes dimensionnées pour couvrir les besoins.

En regard à la rareté de plus en plus marquée de l'oléagine végétale sur le marché international à la suite de l'évolution des systèmes d'extraction, les semenciers à créer doivent pouvoir utiliser aussi bien les graines végétales que animales.

Le coût est de 2,5 millions de Dinars.

A ce propos, il y a lieu de signaler l'étude d'unité d'acide gras que l'U.R.B. se propose d'entreprendre (cf. Annex 5 - Projet d'unité acide gras).

#### e) Conditionnement des huiles :

Il est prévu de conditionner à l'avenir la totalité des huiles de graines oléagineuses sur le marché pour la consommation humaine. La capacité installée à ce jour s'élève à 100,000 tonnes par an et devra être insuffisante pour des besoins évalués à 100,000 tonnes/an.

Compte tenu de la capacité existante et non encore installée (10,000 T) et de la consommation d'ici l'an 2000 (200,000 T), la capacité additionnelle à installer serait de 110,000 T.

L'enveloppe à prévoir à cet effet s'élève à 4 millions de Dinars.

En matière de commercialisation, il est recommandé de mettre sur le marché intérieur plusieurs qualités d'huile d'olive et de graines et ce, afin de permettre au consommateur d'un part d'avoir une gamme plus diversifiée à des prix différents et alléger d'autre part, les charges de la Caisse Générale de Compensation.

### 1) Conserveries des olives de table

Compte tenu de l'évolution de la production attendue de la création de nouveaux vergers, il est projeté de créer de nouvelles conserveries pour une capacité de l'ordre de 15.000 tonnes à l'horizon 2000.

Les conserveries doivent de préférence être placées en zones de production et aller de pair avec l'évolution de la production.

Les crédits à prévoir à cet effet sont de l'ordre de 17,5 millions de Dinars.

### 2) Mesures à prendre

La mise en oeuvre des actions proposées nécessite la prise de certaines dispositions, dont notamment : la promotion de structures de développement (coopératives de services) et la création d'un fond pour le financement des opérations de promotion.

#### 1) Coopération de services

Conçues comme étant des "instruments" au service du développement, les Coopératives de service constituent bien l'une des structures les plus rentables pour assurer la promotion de la petite et moyenne exploitation.

Les coopératives qui nous intéressent sont celles situées à l'échelon de base, celui de l'exploitant. Elles ne sont pas strictement oléicoles, mais polyvalentes, ce qui suppose une action concertée entre tous les organismes responsables de la promotion agricole, et une prise en charge de leur promotion par la Direction des petites et moyennes exploitations, dont c'est l'une des missions principales.

De telles structures existent dans le Centre et le Sud mais fonctionnent le plus souvent comme un simple relais dont l'activité tend à disparaître.

Un programme ambitieux pourrait porter sur la relance ou la consolidation de 20 coopératives par an. Il nécessiterait des crédits au montant d'environ 100.000 Dinars par coopérative soit 2 millions de Dinars par an dont 20 % en subvention et 70 % en crédit à long terme avec délai d'amortissement et 10 % d'autofinancement.

2) Fonds précint pour la promotion oléicole

Ce fonds pourrait être financé par la taxe sur les olives, des cotisations volontaires et des contributions d'organisations financières : FAO, SIDA, PNUD, CEE, USAID, ainsi que du Tadsouk. Il sera au service de tous les intervenants du secteur dont il favorisera à la fois le développement et la modernisation.

C / Développement des oléagineux

Le déficit net actuel du pays, est de 40.000 tonnes minimum d'huile par an.

Ce déficit passerait à 100.000 tonnes si la tendance actuelle se maintient en l'an 2000, ce qui accroîtrait, la dépendance de notre pays vis-à-vis de l'étranger et entraînerait des sorties de plus en plus élevées de devises.

Dans cette optique et pour pallier au déficit, ne serait-ce que partiellement, par une production nationale, l'Office National de l'huile entreprend avec les Services du Ministère de l'Agriculture un programme expérimental avec l'assistance Française, pour le développement des cultures oléagineuses (cf. Annexe 61).

Ce programme, axé sur les espèces telles que le colza, le tournesol et le soja et éventuellement le joraba (huile à destination industrielle) permettra d'étudier en cas de résultats concluants, l'intégration des nouvelles spéculations dans l'éventail des productions existantes dans le pays.

Ainsi, l'on peut estimer sans grand risque d'erreur à 100.000 hectares les superficies qui pourraient être consacrées aux cultures oléagineuses. Ce qui permettrait de produire par une culture de tournesol ou de colza de l'ordre de 40.000 tonnes d'huile.

Les crédits de campagne à court terme immédiatement disponibles à 10 millions de Dinars.

Le développement de ces cultures devra s'accompagner de la mise au point de l'industrie oléicole. Ce volet est prévu dans une seconde étape du programme sus-cité.

ANNEXE I

ESTIMATION DE LA CAPACITE DE PRODUCTION

Par département et par système

REGION	DEPARTEMENT	Système classique		Système symétrique		Ouvrage antérieur		TOTAL
		Capacité de production (tonnes/année)	%	Capacité de production (tonnes/année)	%	Capacité de production (tonnes/année)	%	
NORD	FINES	757	5	8.150	50	6.250	19	15.057
	ESPORTE	5.021	41	5.079	44	1.510	13	11.610
	AREVIL	14.214	36	22.431	58	2.295	6	38.940
	ROZA	1.051	17	11.572	64	1.500	19	18.123
	ZAGHREB	10.590	22	11.967	69	6.500	9	49.057
	JENINAH	2.402	24	7.619	76	—	—	10.021
	LE HIF	1.916	26	5.456	74	—	—	7.372
	SILSIYA	1.065	10	8.166	79	1.200	11	10.431
	S/OTAL	38.016	26	101.306	64	19.265	12	161.847
CENTRE	SEISSA	72.360	90	3.761	5	4.060	5	80.181
	MEHASSIYA	61.839	87	11.457	15	1.500	5	76.846
	RAHIZIA	58.181	86	4.812	13	675	1	67.640
	KAFR EL SHEIKH	20.778	37	21.571	41	2.500	5	50.249
	KASSEBIA	1.134	32	2.918	48	—	—	6.057
	S/OTAL	221.749	79	48.541	17	10.735	4	281.025
SUD	SIKA	214.110	68	81.696	26	18.917	6	314.723
	S/OTAL	7.328	17	12.112	61	—	—	19.440
	GAFSA	2.516	11	5.075	67	—	—	7.617
	GAFSA	1.640	49	1.888	32	—	—	7.540
	BEJENNA	20.586	75	6.719	25	—	—	27.305
TOTAL GENERAL	MISRA	245.470	66	105.711	29	10.917	5	371.078
	TOTAL GENERAL	169.195	62	261.811	12	48.917	6	518.953

ANNEXE 2

COMITE D'EXTRAITON D'OROLE DE GAMBIE ET DE SIERRA

Par Région, selon le Procédé utilisé

NOM DE L'USINE	EXTRACTION		AFFINAGE	
	Procédé d'extraction	Capacité (en T/24H)	Procédé de raffinage	Capacité (en T/24H)
Etablissement Accringtonia	Hexane	100	Semi-continu	50
Bulleses Antennes de Nord	Hexane	100	---	---
Etablissement Sierra Fides	---	---	Continu	100
S. T. A. S. H. U. T. L.	---	---	Classique	20
Samarone Africain	Hexane	150	Semi-continu	50
<u>TOTAL N O S D</u>	---	350	---	220
Coopérative Océante Turiniana	Sulfure carbone	80	Classique	30
Coopérative Ags. et Indu. SICSA	Sulfure+Hexane	210	Semi-continu	50
Société Anonyme Panafricaine	Hexane	80	Classique	20
Société AFRIKA	Hexane	80	Semi-continu	30
S. G. B. A. C. S.	---	---	Classique	30
<u>TOTAL CENTRE</u>	---	494	---	160
C. R. E. (en SIERRA LEONE)	Hexane	150	Classique	25
S. A. T. B. O. P.	Hexane	80	Semi-continu	35
H A L F O B	---	---	Classique	20
SIBS - 27705	Hexane	100	Continu Classique	35 25
<u>TOTAL SUD</u>	---	330	---	160
<u>TOTAL GENERAL</u>	---	1,174	---	380

## ANNEXE 2

## CAPACITE D'EXTRACTION D'ARTES DE GRAMEN ET DE RAFFINAGE

Par Région, selon le Procédé utilisé

NOM DE L'USINE	EXTRACTION		RAFFINAGE	
	Procédé d'extraction	Capacité (en T/24H)	Procédé de raffinage	Capacité (en T/24H)
Etablissement Abdelmoula	Hexane	100	Semi-continu	50
Moulineries Moutouas du Nord	Hexane	100	--	--
Etablissements Slatou Frères	--	--	Continu	100
S. T. A. R. H. U. T. L.	--	--	Classique	20
Savonnerie Africaine	Hexane	150	Semi-continu	50
<u>TOTAL N O R D</u>	--	150	--	220
Coopérative Oulicote Tunisienne	Sulfure carboné	84	Classique	30
Coopérative Agr. et Indu. ZOUJA	Sulfure/Hexane	210	Semi-continu	30
Société Anonyme Annastirienne	Hexane	80	Classique	20
Société AFRICA	Hexane	80	Semi-continu	30
S. O. H. A. G. T.	--	--	Classique	10
<u>TOTAL CENTRE</u>	--	454	--	160
C. R. E. (ex SINOZYESI)	Hexane	150	Classique	25
S. A. T. H. O. P.	Hexane	80	Semi-continu	15
MALFON	--	--	Classique	20
SICIS - ZITEX	Hexane	100	Continu Classique	55 25
<u>TOTAL SUD</u>	--	330	--	160
<u>TOTAL GENERAL</u>	--	1.134	--	540

ANNEXE I  
SAVONNERESSES  
Unité Industrielle

NOM DE L'USINE	SYSTEME	Capacité de production de savon en TON		
		Vert	Blanc	Toilette
SA Albatros	Saponification et échauffon	20	-	-
Et. Siam France	Saponification et échauffon	75	-	-
Savonnerie Alsacienne	Saponification continue	40	10	10
<b>S O R D</b>	.....	75	10	10
Comp. Glycerine Française	Classique	10	-	-
Comp. Ap. Indus. 2031A	Saponification et échauffon	12	-	-
Sté Anonyme Auxiliaire	Saponification et échauffon	15	-	-
Société AFRICA	Classique	3	-	-
S.O.H.A.C.T.	Saponification et échauffon	12	-	-
<b>C E N T R E</b>	.....	52	-	-
C. R. C. Ind. SAVONNERESSES	Classique	4	4	-
S.A.T.R.O.P.	Saponification et échauffon	26	26	-
A.L.F.O.N.	Classique	4	-	-
SAB - 251EX	Saponification et échauffon	10	10	-
<b>S O E</b>	.....	42	10	-
<b>T O T A L G E N E R A L</b>		189	65	10

QUESTIONS RELATIVES AUX OLIVES

L'opération de cueillette des olives constitue aujourd'hui un sérieux problème pour la production oléicole ; en effet, outre la faible disponibilité de la main-d'œuvre pour ce travail, les prix ne cessent d'augmenter, gravant ainsi le coût de revient du kilo d'olive.

Pour pallier à cette difficulté, constatée à juste titre comme un handicap majeur pour l'avoir de l'oléiculture, l'Office National de l'olive, conscient du problème et voulant préparer l'avance, a mis en œuvre un programme d'essais sur la récolte mécanique des olives.

Les essais ont débuté en 1973/1974 et se sont poursuivis jusqu'en 1983/84.

La présente note se propose de faire brièvement le point, des principaux résultats obtenus ainsi que les conclusions qui restent à tirer.

Les travaux de cueillette mécanique durant toute la période d'essais ont été orientés sur les points suivants :

- l'efficacité de la vibration ;
- l'utilisation des produits d'abaissement ;
- la correction de la forme de l'arbre.

1) L'efficacité de la vibration :

Deux machines ont été utilisées par l'Office National de l'olive : un modèle catalan et un kit 30 mètre qui travaille selon le principe kit 60 et été confié au Centre de Recherche et de Formation Rural.

Les essais se sont déroulés dans presque toutes les régions oléicoles (Thu-Salon, Imphion, Oul El Adid, Oulid, Macpoula, Chouli et ont porté essentiellement sur les deux principales variétés : la Corone du Nord et la Chouli du Sud.

Tous les paramètres ayant une incidence sur l'efficacité de la vibration furent identifiés et étudiés : la variété, la charge de l'arbre, l'époque de vibration, la force dynamique, et structure de l'arbre, la température ambiante etc ...

Orce les conditions de l'essai, l'efficacité de la vibration, représentée par la quantité d'olives cueillies par la machine par rapport à la charge totale de l'arbre, a varié entre 35 et 87 % pour la variété Chouli et entre 41 et 79 % pour la variété Corone.

Ce résultat, peu encourageant, compte tenu de la charge de l'arbre, prouve dépasser 100 kg pour la Chénala et 200 kg pour la Chouali, dote la possibilité d'utilisation des vibrations pour la récolte des olives.

Pour cela, il fallait étudier les possibilités pouvant conduire à l'optimisation de l'efficacité de la machine.

## 2) L'utilisation des produits d'abscission :

La première solution adoptée pour améliorer l'efficacité de la vibration était l'utilisation des produits d'abscission ; cette expérimentation a été réalisée en collaboration avec les firmes productrices des différents produits proposés.

L'objectif assigné à ce travail était de mettre au point des produits efficaces, déterminer les doses et les quantités de bouillies les plus adéquates afin d'obtenir l'efficacité totale, tout en maintenant la phytotoxicité (sélectivité) à son niveau le plus faible qui soit.

Pour cela, deux produits furent utilisés : l'Alisol et l'Ethrel, à des doses et quantités variables et en différents sites d'essai.

Les résultats obtenus ont été les suivants :

- Alisol : l'efficacité était presque complète si l'Alisol 500 est employé à la dose de 150 cc/ha avec un maillage de 12 à 14 litres sur variété Chénala.

Sur Chouali, l'efficacité totale est obtenue avec une dose de 175 cc/ha et 30 à 40 litres de bouillie par arbre.

La chute des feuilles est abaisable sur Chénala, alors qu'elle est abaisable sur Chouali.

- L'Ethrel : l'efficacité parfaite a été obtenue sur variété Chénala avec les doses suivantes : 100 cc/ha et 14 litres par arbre, 37,5 cc et 75 cc/ha plus 200 cc et 1000 g/ha respectivement ou 76-77.

Pour la Chouali 37,5 cc Ethrel + 900 cc respectivement et 75 cc Ethrel et 1600 cc respectivement donnent une efficacité satisfaisante.

La chute de feuilles a été également abaisable sur Chénala et abaisable sur Chouali.

Ces résultats favorables obtenus par les produits d'abscission se sont ajoutés à un effet synergique de la part des instances complémentaires pour l'usage de ces produits de manière que les récoltes ne souffrent à la qualité et aux rendements de la chute de l'olive.

Ces résultats, peu encourageants, compte tenu de la charge de l'arbre, peuvent dépasser 1000 kg pour la Chetoui et 200 kg pour la Choulali, étant la possibilité d'utilisation des vibreurs pour la récolte des olives.

Pour cela, il fallait étudier les possibilités pouvant conduire à l'augmentation de l'efficacité de la machine.

### 2) L'utilisation des produits d'abscission :

La première solution adoptée pour améliorer l'efficacité de la vibration était l'utilisation des produits d'abscission ; cette expérimentation a été réalisée en collaboration avec les firmes productrices des différents produits proposés.

L'objectif assigné à ce travail était de mettre au point des produits efficaces, déterminer les doses et les quantités de bouillies les plus adéquates afin d'obtenir l'efficacité totale, tout en maintenant la phytotoxicité (sélectivité) à son niveau la plus faible qui soit.

Pour cela, deux produits furent utilisés : l'Alcol et l'Ethrel, à des doses et quantités variables et en différents sites d'essais.

Les résultats obtenus ont été les suivants :

- Alcol : l'efficacité était presque complète si l'alcol 800 est employé à la dose de 150 cc/ha avec un mouillage de 12 à 14 litres au variétés Chetoui.

Sur Choulali, l'efficacité totale est obtenue avec une dose de 175 cc/ha et 30 à 40 litres de bouillie par arbre.

La chute des feuilles est admissible sur Choulali, alors qu'elle est aléatoire sur Chetoui.

- L'Ethrel : l'efficacité parfaite a été obtenue sur variétés Chetoui avec les doses suivantes : 100 cc/ha et 14 litres par arbre, 37,5 cc et 75 cc/ha plus 500 cc et 1000 cc de tampon ca 76-57.

Pour la Choulali 37,5 cc Ethrel + 500 cc tampon et 75 cc Ethrel et 1000 cc tampon donnent une efficacité insuffisante.

La chute de feuille a été également massive sur Chetoui et admissible sur Choulali.

Ces résultats concluants obtenus par les produits d'abscission se sont heurtés à un refus catégorique de la part des instances compétentes pour l'usage de ces produits de crainte que les résidus ne nuisent à la qualité et que toutes labels dont font l'huile d'olive.

### 1) La correction de la forme de l'arbre :

La détermination des essais a permis de déterminer l'influence prépondérante de la structure et de volume de l'arbre sur l'efficacité de la vibration.

C'est pour cela que ce travail fut abordé en dernière alternative pour améliorer l'efficacité de la vibration qui consistait à corriger la structure de l'arbre pour qu'il réponde mieux à l'action de la machine.

Les essais se sont déroulés à Ouel El Abid, Roumy, Enfidah et Châli et ont consisté par des expériences limitées des pupes pour atteindre ornière toutes les branches ne répondent pas à l'action de la machine.

Ce travail n'a pas donné les résultats escomptés, l'efficacité de la vibration a décliné au lieu d'augmenter. En effet, la suspension exagérée de machines est assimilée à une sauterie déconfortable et instable par une vibration excessive de l'arbre caractérisée par la formation de poches nombreuses ainsi longues et profondes de charges déformées qui s'inclinent et amortissent l'énergie vibratoire.

Les travaux conduits en Espagne et en Italie par l'Institut de Bari, travaillant sur arbre artificiel ont permis d'identifier le type d'arbre convenant le mieux à l'action de la machine.

Cet arbre serait une boule de 50 à 60 cm<sup>3</sup>, reposant sur un terre unique, haut de 1 mètre et présentant des sautoires uniques formant un petit angle avec la verticale ; les branches restent érigées.

Ce résultat fait que la correction de nos arbres à gros troncs et 10 fois plus volumineux avec des petites sautoires, multipliées de façon échelonnée et limitées sur l'arbre, est chose difficile à atteindre.

### 4) Orientations futures du travail de consultants mécaniques :

Le tableau qui suit, quoique peu pessimiste à l'égard de la mécanisation de la récolte des olives n'est pas propre à ces pays, les mêmes difficultés sont rencontrées un peu partout.

Les pays ayant plus de 20 ans de travail sur ce thème ne connaissent pas plus de 15 à 20 % de mécanisation.

Les orientations à donner à ce travail pour notre pays seraient les suivantes :  
- introduction de nouvelles machines et mettre l'accent sur les modèles du Nord présentant plus d'aptitudes à la mécanisation ;

- combiner la vibration avec un gaulage raisonné moyennant l'usage de longues perches de travail comme il est d'usage en Espagne ;

- introduire l'outillage annexé comme les filets élastiques, les fourches, les ramasseuses et les effouilleuses, qui assurent une récolte plus abondante et plus rapide l'opération de cueillette ; ceci permet d'augmenter la productivité de l'ouvrier et par la même à réduire le coût de l'opération en attendant des solutions plus radicales.

ANNEXE 5

PARTIES D'UNITE D'ACIDE GRAS

Actuellement, l'Office National de l'huile importe des huiles acides et les répartit entre les différentes savonneries qui utilisent également les huiles acides de grignons des 'soop-stocks' provenant de la neutralisation des huiles de grignon et occasionnant des fonds de piles.

Les savons de ménage obtenus sont souvent de mauvaise qualité (couleur et odeur).

Les taux de matières grasses de ces savons sont difficiles à doser et varient entre 60 et 75 %, bien que légalement ce taux est de 72 %. Cette situation engendre parfois des litiges pour le règlement des subventions.

Par ailleurs, les sous-produits polluants, ne sont pas récupérés.

Parmi ces sous-produits, la glycérine, suscite un intérêt particulier.

Il s'agit d'une matière utilisée dans les cosmétiques, les explosifs etc... et actuellement importée en Tunisie.

Aussi, l'Office a-t-il entrepris de rassembler les éléments d'une étude visant à :

- Remplacer l'importation des huiles acides, dont les prix ont souvent à la hausse, par diverses matières grasses, telles que, miel, huile de sésame, etc... ;
- Transformer ces matières par hydrolyse en acides gras et glycérine ;
- Séparer les différents acides gras par distillation fractionnée.

De cette façon on pourra :

- \* Importer des matières premières moins coûteuses et économiser des devises ;
- \* Exporter de la glycérine et des acides gras ; les marchés existent pour ces produits ;
- \* De fournir au marché local des acides gras actuellement importés notamment pour les cosmétiques, divers acides pour les savons de toilette, et détergents, etc... !.

En ce qui concerne les savonneries, l'Office les approvisionnerait uniquement en acides gras.

Ainsi sera levée l'indétermination du taux de matières grasses contenu dans le savon.

Par ailleurs, la qualité du savon sera améliorée et le coût de fabrication diminué.

En plus de tous les avantages économiques la source de pollution que constituait les rejets des savonneries sera supprimée.

ESSAIS DE DEVELOPPEMENT DES CULTURES

Cultures de Cuipe

Dans le but de pallier au déficit actuel en matière d'huile végétale, de réduire la dépendance de notre pays vis-à-vis de l'étranger pour un produit de base et de limiter ainsi au maximum le sortis de devise, l'Office National de l'Huile encourage le développement des cultures oléagineuses en Tunisie.

A cet effet, un programme de recherche a été mis en route en collaboration avec l'Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie et avec l'assistance d'un groupe Français, spécialisé en la matière en vue d'acquiescer des références techniques quant aux possibilités de développement de ces cultures dans notre pays.

Ce programme, prévu sur 3 ans, intègre des cultures nouvelles pour le pays comme la cuipe, ainsi que d'autres, déjà connues (le tournesol et le soja) et comporte un volet expérimental et un volet en voie grandeur.

L'expérimentation pour la cuipe en cours (1983/1986) porte sur la cuipe et a consisté en l'installation d'essais dans les stations de recherche de l'INRA (Sidi Bouzid, Benisalem, la Faraj) en vue d'étudier les aspects particuliers de la fertilisation, de la date de semis, du désherbage, etc...

Parallèlement, des superficies plus importantes (3 sites x 5 ha) ont été installées auprès des domaines expérimentaux et des U.C.F. en vue d'étudier le comportement de ces cultures en usage grandeur et leur intégration dans l'éventuel des productions existantes.

Cette expérience est suivie de près par les techniciens de l'O.N.H., de l'I.N.R.A.T. et des spécialistes Français, notamment nos collègues juges d'essai, toutes pour la réussite des cultures.

L'initiation et la formation de techniciens à ces cultures, entendus au cours de cette campagne se poursuivra notamment dans le cadre de ce programme. Cette expérience, si elle débouche sur des cultures encouragées, sera complétée dès la prochaine campagne par l'étude de l'aspect industriel afin de garantir l'écoulement de la production.

Ainsi, au terme de ce programme expérimental, l'on recueillera les éléments de tout ordre permettant de prendre une décision dans ce domaine.

### Culture du tournesol

De 1971 à 1976, l'Office National de l'huile a mené un vaste programme de développement de la culture du tournesol en Tunisie.

Les superficies plantées annuellement ont oscillé entre 2.000 et 5.000 hectares répartis dans toutes les régions du pays même celles jugées moins propices comme les plaines de l'est et du sud du pays (Gafsa, Kébili, etc. ...).

En culture sèche, le tournesol s'est développé particulièrement dans les gouvernorats de Djerba, Djeffra et exceptionnellement Jendouba où une moyenne pluriannuelle de 450 à 500 mm est possible.

Des rendements entre 15 et 20 quintaux ont été réalisés en dépit des attaques de parasites et du peu de soins administrés cette culture.

Dans le reste des régions les résultats ont plutôt été décevants, et irréguliers.

Les cultures irriguées réalisées dans le sud du pays ont permis de pousser la réalisation de cette culture à la limite. Toutefois les problèmes des sols et les chutes d'eau en période de floraison ont été les principaux handicaps au développement de cette espèce.

Aussi, si le tournesol, considéré à juste titre comme culture de remplacement entraîne beaucoup de producteurs du sud tunisien entre dans les cultures de Djerba, Djeffra, Djerid, et continue à être cultivé à concurrence de 2.000 à 3000 hectares annuellement ; il n'en demeure pas moins que son développement à des fins industrielles a été limité à des difficultés de structure, de prix l'existance d'un marché parallèle plus abondant et de transformation du produit.

La culture de cette culture est donc possible, mais suppose une meilleure organisation pour pallier les difficultés d'écoulement des productions, une élévation du prix et surtout des moyens pour la transformation des graines.

### Culture du Tournesol

De 1973 à 1978, l'Office National de l'Huile a mené un vaste programme de développement de la culture du tournesol en Tunisie.

Les superficies plantées annuellement ont oscillé entre 2.000 et 5.000 hectares réparties dans toutes les régions du pays même celles jugées, moins propices comme les périphéries de l'extrême Sud du pays (Gabbès, Kébili, etc. ...).

En culture sèche, le tournesol s'est distingué particulièrement dans les gouvernorats de Bizerte, Béja et occasionnellement Jendouba où une moyenne pluviométrique de 450 à 500 mm est possible.

Des rendements entre 15 et 20 quintaux ont été atteints en dépit des attaques de mairoux et du peu de soins accordés à cette culture.

Dans le reste des régions les résultats ont plutôt été aléatoires, et irréguliers.

Les cultures irriguées réalisées dans le Sud du pays ont prouvé la résistance de cette culture à la salinité. Toutefois la pauvreté des sols et les chaleurs élevées en périodes de floraison ont été les principaux handicaps au développement de cette espèce.

Ainsi, si le tournesol, considéré à juste titre comme culture de rattrapage intéresse beaucoup de producteurs du Nord (culture existante dans les zones de Aïnou, Béja, Metouzi), et continue à être cultivé à concurrence de 2.000 à 3.000 hectares annuellement ; il n'en demeure pas moins que son développement à des fins industrielles s'est limité à des difficultés de structures, de prix (existence d'un marché parallèle plus rémunérateur) et de transformation du produit.

La relance de cette culture est donc possible, mais suppose : une meilleure organisation pour pallier les difficultés d'encadrement des producteurs, une étude du prix et surtout des moyens pour la transformation des récoltes.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES CÔÛTS DES OPÉRATIONS ÉCONOMIQUES

RUBRIQUE	Estimation des plantations (ha)	Dotation de chevreuil (ha)	Personnel affecté aux travaux ultérieurs (ha)	Équipement en matériel de transport (ha)	Développement ultérieur (ha)	Coût de Réajustement de l'industrie	Adresses (Capacité en T)	Facture des ha de gain (Capacité en T)	Decharge (ha)	Immersion (ha)	Combustibles (Capacité en T)	Conventions d'achat de table (Capacité en T)	Coût de location de bureaux	Développement des entreprises (ha)	TOTAL (CAROL)
<b>41 2000</b>															
Quantité	1.000.000	225.000	127.500	1.500	7.000	---	200.000	750.000	1 & 4	2 & 7	170.000	15.000	100	100.000	
Coût unitaire (D)	60	180	150	---	1.200	---	100	66,5	2.000.000	800.000	50	500	100.000	---	
Coût total (D)	60.000.000	40.500.000	19.125.000	1.800.000	8.400.000	750.000	20.000.000	50.000.000	8.000.000	2.400.000	8.500.000	7.500.000	10.000.000	10.000.000	105.125.000
dont :															
Pelle	60.000.000	26.100.000	10.937.500	1.445.000	5.200.000	---	19.000.000	7.000.000	8.200.000	1.400.000	6.100.000	12.250.000	27.000.000	10.000.000	220.172.500
Subventions	---	12.150.000	19.218.250	262.500	300.000	---	---	---	---	---	---	---	8.000.000	---	18.937.250
<b>1400 Ance</b>															
Quantité	100.000	8.000	8.000	140	500	---	20.000	75.000	---	7	---	---	20	---	
Coût unitaire (D)	60	180	150	---	1.200	---	100	66,5	---	800.000	---	---	100.000	---	
Coût total (D)	6.000.000	1.440.000	1.200.000	170.000	600.000	350.000	2.000.000	5.000.000	---	560.000	---	---	2.000.000	---	17.240.000
dont :															
Pelle	6.000.000	856.000	1.120.000	166.000	500.000	---	1.900.000	700.000	---	560.000	---	---	1.400.000	---	12.870.000
Subventions	---	432.000	820.000	37.000	100.000	---	---	---	---	---	---	---	400.000	---	1.740.000
<b>2000 Ance</b>															
Quantité	100.000	12.000	10.000	140	500	---	20.000	---	7	---	---	---	20	---	
Coût unitaire (D)	60	180	150	---	1.200	---	100	---	---	2.000.000	---	---	100.000	---	
Coût total (D)	6.000.000	2.160.000	1.500.000	170.000	700.000	400.000	2.000.000	---	---	2.000.000	---	---	2.000.000	---	19.160.000
dont :															
Pelle	6.000.000	1.296.000	1.450.000	165.000	612.000	---	1.400.000	---	---	1.400.000	---	---	1.400.000	---	11.654.000
Subventions	---	648.000	1.025.000	37.000	72.000	---	---	---	---	---	---	---	600.000	---	2.207.000
<b>3000 Ance</b>															
Quantité	100.000	15.000	12.500	120	700	---	20.000	75.000	7	7	21.000	---	20	---	
Coût unitaire (D)	60	180	150	---	1.200	---	100	66,5	2.000.000	800.000	2.270.000	---	100.000	---	
Coût total (D)	6.000.000	2.700.000	1.875.000	140.000	840.000	---	2.000.000	5.000.000	2.000.000	560.000	2.270.000	---	2.000.000	---	26.415.000
dont :															
Pelle	6.000.000	1.620.000	2.062.500	211.000	508.000	---	1.400.000	700.000	1.400.000	560.000	2.000.000	---	1.400.000	---	11.300.000
Subventions	---	810.000	1.281.250	26.650	300.000	---	---	---	---	---	---	---	600.000	---	2.579.900
<b>4000 Ance</b>															
Quantité	100.000	15.000	12.500	120	500	---	20.000	---	7	---	---	2000	20	---	
Coût unitaire (D)	60	180	150	---	1.200	---	100	---	---	---	---	---	100.000	---	
Coût total (D)	6.000.000	2.700.000	1.875.000	140.000	600.000	---	2.000.000	---	---	---	---	7.000.000	2.000.000	---	21.265.000
dont :															
Pelle	6.000.000	1.620.000	2.062.500	211.000	374.000	---	1.400.000	---	---	---	---	700.000	1.400.000	---	18.189.500
Subventions	---	810.000	1.281.250	26.650	200.000	---	---	---	---	---	---	---	600.000	---	2.579.900
<b>5000 Ance</b>															
Quantité	100.000	15.000	12.500	100	500	---	20.000	15.000	---	7	---	2.000	20	---	
Coût unitaire (D)	60	180	150	---	1.200	---	100	66,5	---	800.000	---	---	100.000	---	
Coût total (D)	6.000.000	2.700.000	1.875.000	120.000	600.000	---	2.000.000	1.000.000	---	560.000	---	7.000.000	2.000.000	---	21.095.000
dont :															
Pelle	6.000.000	1.530.000	2.062.500	70.000	440.000	---	1.400.000	700.000	---	560.000	---	700.000	1.400.000	---	21.160.500
Subventions	---	810.000	1.281.250	21.000	100.000	---	---	---	---	---	---	---	600.000	---	2.519.250

FIN

27

WUES